

Marseille le 13-11-2012.

« Méditerranée et développement partagé : les nouveaux enjeux »

Intervention de M. Hichem ELLOUMI

Président de la commission économique de l'UTICA(Tunisie).

1-les accords d'association et de libre échange ont été le cadre approprié à la mise en œuvre de cet ambitieux projet de développement partagé entre les 2 rives de la méditerranée.

La Tunisie a été le 1^{er} pays du sud de la méditerranée à avoir signé ce type d'accord avec l'Union Européenne en 1998.

2- dans le cas de la Tunisie, ce rapprochement avec l'UE a été suivi par une série de réformes économiques axées sur l'ouverture internationale et le développement du secteur privé.

3- un solide programme de mise à niveau de l'industrie Tunisienne a permis d'aligner une bonne partie de ce secteur sur les standards internationaux (qualité, compétitivité, logistique...).

Retombées positives :

-Préservation du tissu industriel face à l'ouverture du marché local à la concurrence étrangère.

-Développement des exportations, essentiellement vers l'UE (75% des exportations Tunisienne).

4- Limite du modèle économique Tunisien avec une économie fortement liée à l'UE (75% des échanges commerciaux, 90% des IDE et 80% des flux de touristes)

Le modèle tunisien a montré ses limites :

- Taux de chômage d'environ 18% et encore plus élevé chez les diplômés de l'enseignement supérieur (plus de 700.000 chômeurs).

-croissance insuffisante pour absorber les demandes d'emploi supplémentaires.

-niveau des IDE insuffisant

- déséquilibre régional.

5- Un co-développement durable de la région euro-méditerranéenne pour plus de compétitivité.

a. Construire l'espace économique magrébin. Pour la Tunisie = passage d'un espace de 11 à 90 millions d'habitants.

b. Les pays du sud , une plateforme compétitive pour les IDE provenant de l'UE. Il existe dans les pays du Maghreb une réelle culture industrielle et dans les services (IME, textile, agro-alimentaire, TIC...)

c. Dans le cadre de partenariat PPP construire dans les pays du sud une infrastructure industrielle et logistique aux standards internationaux.

d. Attirer dans les pays du sud des projets structurants et des investissements significatifs et durables (constructeur automobile, Aéronautique Ferroviaire, Agro-alimentaire, TIC...)

e. Favoriser l'internationalisation des entreprises Méditerranéennes qu'elles soient du sud ou du nord.

Expérience Tunisienne = plusieurs cas d'internationalisation au Maghreb et en Europe.